

2000

**Contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA)
Une alternative populaire au système de libre-échange**



Le 5 octobre 2000, le Parti de la démocratie socialiste (Québec) a présenté un mémoire au sujet de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) à l'Assemblée nationale du gouvernement du Québec. On peut en lire la version complète d'une douzaine de pages sur le site Internet du PDS (<http://www.microtec.net/~partids>). En voici les points essentiels en 2 pages :

- 1) Le système de libre-échange appliqué depuis 20 ans a été une catastrophe
 - a) pour les Amériques : « *Dans les Amériques, plus de la moitié des 780 millions d'habitants souffrent gravement de la pauvreté...* » selon la Conférence parlementaire des Amériques ;
 - b) pour le Québec : selon Statistique Canada, le taux de faible revenu a augmenté au Québec de 15% depuis la signature de l'Accord de libre-échange de 1989, surtout sur le dos des femmes et des jeunes. De même, les gains du travail stagnent depuis 20 ans alors qu'ils avaient augmenté de 90% de 1950 à 1970 !
- 2) Le système de libre-échange
 - a) n'a pas été plus *efficace* que le système de l'État providence d'avant 1975 contrairement au discours officiel : le taux annuel de croissance de la productivité du travail est passé de 3.2% au Canada de 1961 à 1978 à seulement 1.0% de 1978 à 1998 ;
 - b) entrave le déploiement de la troisième révolution technologique en retardant le déploiement de l'ordinateur, inventé il y a plus de 50 ans au sein du secteur public, et de l'Internet, aussi inventé par la communauté scientifique au sein du secteur public, à cette plus que moitié de l'humanité qui n'a même pas accès au téléphone.
- 3) Le système de libre-échange tient le coup grâce à la **montagne de dettes**
 - a) qui plonge le tiers monde dans la misère : en 1999 seulement, les pays du Sud ont fait un transfert net au pays du Nord équivalent à un plan Marshall !
 - b) qui entretient aux ÉU — où le Québec exporte le quart de sa production nationale dont presque la moitié sans importations équivalentes — une prospérité factice : les ÉU s'endettent vis-à-vis du restant du monde pour un montant équivalent à la moitié du PIB canadien chaque année et doivent au restant du monde autant que l'ensemble du tiers monde.

- c) qui tient le peuple québécois à la gorge par un taux d'endettement record par rapport à ses revenus, taux qui a tué l'épargne populaire : la moindre hausse significative des taux d'intérêt ou du chômage risque de provoquer une réaction de panique.
 - d) qui asphyxie le demande populaire en redistribuant les revenus de bas en haut d'où la stagnation salariale, les emplois précaires et la hausse des inégalités.
 - e) qui, faute d'occasion d'investissements profitables due à la stagnation de la demande solvable, recycle intérêts et profits vers la bulle spéculative.
 - f) qui, pour empêcher l'éclatement de la bulle spéculative, exige le remboursement de la dette publique et la baisse des impôts afin que les surplus budgétaires et l'épargne des riches aillent directement gonfler les cours boursiers aux dépens des dépenses sociales.
- 4) Le système de libre-échange ne rime
- a) ni avec un État minimum mais avec un État néolibéral très interventionniste
 - i) qui dérègle certes les communications, les transports et la protection de l'environnement pour faciliter la libre circulation du capital et des marchandises mais qui régleme plus fortement le marché du travail (immigration, assurance-emploi, assistance sociale, diplomation) et les droits de propriété (brevets, marques de commerce)
 - ii) qui subventionne l'entreprise par des dépenses fiscales non comptabilisées (Cité du multimédia et de l'électronique, zone franche de Mirabel, congé fiscal de 10 ans aux gros investissements, généreux rabais fiscaux pour la recherche-développement)
 - b) ni avec la démocratie mais avec la dictature de l'Argent
 - i) dont les accords de libre-échange style ALÉNA, OMC et ZLÉA s'imposent à des gouvernements se soumettant librement et activement au chantage de la dette publique comme excuse de fausse impuissance.
 - ii) dont les juges de la Cour suprême, la direction de la Banque centrale, quelques ministres seniors et hauts fonctionnaires s'imposent à un parlement bavard, contrôlé par les caisses électorales, dont le rôle se réduit à légitimer la loi et la politique du capital financier et des transnationales.
- 5) On doit viser à remplacer le système de libre-échange par une prise en charge de la société par les classes populaires dont l'assise serait des assemblées élues à la proportionnelle de bas en haut, et un maximum de démocratie participative. Ces assemblées viendraient à diriger effectivement qu'une fois brisé le pouvoir du capital financier et des transnationales à qui la société aurait arraché le contrôle des épargnes et investissements, de l'orientation de la science et technologie, des communications et transports, et des ressources naturelles.
- 6) Il faut immédiatement confronter le système de libre-échange en revendiquant
- a) le rejet de tous les accords de libre-échange et le démantèlement des institutions de Bretton Woods,
 - b) la radiation inconditionnelle des 2 000 milliards \$ de dettes du tiers monde, payées plus de trois fois depuis 1982, et la suppression des paradis fiscaux,
 - c) la transformation de l'ONU en assemblée élue des peuples sur la base de l'égalité des genres et des nations et doté d'un budget substantiel provenant de la taxation du capital financier et des profits des transnationales afin de soutenir l'égalité réelle des genres et des nations.

- 7) Confronter le système de libre-échange commence par confronter le système de libre-échange réellement existant au Québec qui écrase les peuples québécois et autochtones sous le joug du déficit zéro et du remboursement de la dette, qui l'emprisonne dans le fédéralisme centralisateur et qui le réduit au silence par des lois matraques antisyndicales et par l'asphyxie des organisations populaires. En conséquence, le PDS invite les classes populaires du Québec à se mobiliser pour
- a) un réinvestissement d'au moins 10 milliards \$ dès maintenant pour combler le déficit social et environnemental
 - b) la mise en œuvre de toutes les revendications de la Marche mondiale des femmes dont surtout le salaire minimum à 8.50 \$ l'heure
 - c) l'indépendance du Québec et l'autonomie des peuples indigènes
 - d) la levée de toute entrave au droit de se syndiquer et de faire grève
 - e) le financement statutaire des organisations populaires